

L'impact du dérèglement climatique sur les enjeux de défense et de sécurité

Patrick DESTREMAU

Général de corps d'armée, directeur de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN).

L'impact du dérèglement climatique sur l'environnement, le développement et la santé publique est désormais largement connu et médiatisé. Les conséquences possibles sur la sécurité et la paix, indirectement liées aux bouleversements induits par ces phénomènes globaux, d'une ampleur sans précédent dans l'histoire de l'humanité, sont moins souvent évoquées. Et pourtant, le réchauffement climatique porte en germe des désordres sécuritaires auxquels il convient de se préparer. Nous savons, en effet, que la raréfaction des ressources vitales telles que la nourriture et l'eau, corrélée à la montée en puissance des épisodes de sécheresse, accentuent le risque de conflits pour leur maîtrise. La multiplication prévisible d'événements climatiques extrêmes (stress hydrique, inondations, voire submersions de certains territoires) augmentera cet autre facteur d'insécurité que constituent les déplacements de populations. Nous avons appris de l'histoire, depuis que l'accès à l'énergie est au fondement du développement économique, que l'inégale répartition des gisements disponibles engendre des rivalités susceptibles de menacer la sécurité internationale. Décarboner l'économie, en ce sens, c'est aussi réduire les risques de conflits induits par la quête concurrente de contrôle des énergies fossiles.

Agir pour la planète, autrement dit, c'est agir pour la paix. En atteste d'ailleurs très explicitement la réception par les scientifiques du groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) du prix Nobel dédié. Dans la configuration actuelle, marquée par l'imbrication étroite des défis à surmonter, comment s'adapter aux effets du dérèglement climatique, en tant qu'accélérateur de conflits menaçant la sécurité internationale ? Quels enseignements tirer pour nos politiques de défense des bouleversements redoutés et attendus ? Bref, comment se préparer et anticiper ? Question qui structure naturellement la définition et l'engagement des forces armées. Question aussi qui oblige à se projeter dans le long terme, à agir en stratégie tout en pensant en acteur de la défense et de la sécurité.

Le renouveau de la réflexion stratégique est donc rendu nécessaire par la complexité des défis enchâssés qui appellent une vision globale et prospective des

problèmes. Ainsi, l'IHEDN qui a l'habitude de faire travailler ensemble des auditeurs venus de tous horizons, civils et militaires, hauts responsables de l'État et dirigeants d'entreprises, praticiens et chercheurs, acteurs du monde associatif, journalistes et responsables politiques, a choisi cette année de proposer comme sujet d'étude à la session nationale politique de défense : « L'impact du changement climatique sur les enjeux de sécurité et de défense ». Il nous est, en effet, apparu nécessaire et comme allant de soi, de mettre à contribution un savoir-faire éprouvé – consistant à réunir et à faire dialoguer entre eux des mondes qui habituellement se parlent peu – pour susciter les interactions nécessaires au débat stratégique dont notre pays a besoin pour se préparer de manière optimale à affronter des défis inédits.

La juxtaposition des expertises ne saurait, en l'occurrence, être propice au déploiement d'une vision globale de nature à aligner nos moyens d'action avec l'efficacité et l'efficacités requises. Au contraire, ici plus qu'ailleurs, et aujourd'hui plus que jamais, le décloisonnement des compétences, le croisement d'expériences, le dialogue entre parties prenantes aux intérêts parfois opposés, doivent être, autant que possible, favorisés dans l'intérêt de tous. Parce que les enjeux du dérèglement climatique impactant notre sécurité et notre politique de défense sont, sans conteste, interdisciplinaires, intersectoriels et interministériels. Une approche strictement techniciste, spécialisée et ensilotée des problèmes, faisant abstraction du réel et s'épargnant l'épreuve de la complexité, serait inadaptée. Ce sont bien des qualités de « discernement », d'esprit de finesse plus encore que de géométrie, qu'il faut pour se repérer dans cet entrelacs de possibles et de probabilités que dessine la perspective du dérèglement climatique.

L'impact du changement climatique fait l'objet d'études étayées depuis plusieurs décennies. De nombreuses études de cas, portant notamment sur l'Afrique, permettent d'identifier des liens entre dérèglement climatique et développement de la conflictualité, tout en constatant qu'il n'y a pas de déterminisme environnemental, mais une addition de facteurs critiques. Dès lors, si rien ne permet d'établir l'existence d'une « causalité directe » entre ces variables, comment se préparer avec la plus grande efficacité ? S'il est simplement possible d'observer aujourd'hui des corrélations entre les phénomènes climatiques et la dégradation de la sécurité, quels choix raisonnables faut-il privilégier pour être en mesure d'anticiper ?

S'il est entendu qu'établir par principe un lien de causalité direct entre le dérèglement climatique et l'émergence de conflits constituerait une première erreur méthodologique, ce serait une seconde erreur de conclure de cette absence de nécessité stricte dans l'enchaînement des phénomènes observés à l'inanité de toute réflexion stratégique et de tout exercice de prospective. Au contraire, c'est bien dans un univers marqué par la contingence et l'incertitude que la pensée stratégique est appelée à se développer, et trouve toute sa raison d'être. Un « choix stratégique » est, en effet, toujours le fruit d'une volonté libre, et ne saurait être précisément

« stratégique » qu'en raison du fait qu'il ne se déduit pas mécaniquement de règles universelles et préétablies.

Il s'agit ainsi d'orienter l'action pour se projeter de manière conséquente dans un avenir marqué par l'interpénétration complexe des facteurs de conflictualité, alors même qu'aucun calcul ne permet de déterminer radicalement la pertinence d'une décision. Si la stratégie est bien, pour reprendre au général Beaufre sa définition canonique, « la dialectique des volontés employant la force pour résoudre les conflits », elle est bien une « méthode de pensée » avant d'être un recueil de recettes figées et prêtes à l'emploi, un art réflexif croisant les points de vue pour appréhender la globalité d'une situation, plutôt qu'une discipline procédant d'une logique équationnelle.

Autant rappeler ici que la qualité première du stratège est cette qualité propre au « jugement synoptique » dont Aristote avait déjà défini les traits principaux : « joindre la rapidité du coup d'œil à la profondeur de la réflexion », et témoigner d'abord de cette vertu essentielle qu'est « la prudence », une prudence qui soutient le courage et permet d'éviter, autant que possible, les aléas de la témérité. C'est bel et bien en ce sens que nos auditeurs, invités à croiser leurs réflexions et leurs expériences, pour interroger la question de « l'impact du changement climatique sur les enjeux de sécurité et de défense », devront avoir « le courage de penser », c'est-à-dire d'imaginer tous les scénarios possibles, en s'appuyant sur les données disponibles et les travaux de recherche en cours. Surtout, il nous faut ici parier sur la grande diversité des parties prenantes à la réflexion, issues d'horizons si variés, pour susciter la forme de questionnement globalisant qu'exige l'imbrication des enjeux humains, sociaux, économiques, environnementaux, sécuritaires, mais aussi militaires.

Si nos armées, notamment, ne sont pas aujourd'hui en reste dans le combat engagé pour la sécurité environnementale, c'est aussi parce qu'elles inscrivent leur démarche dans la perspective d'une politique générale, tout en s'enrichissant d'un dialogue soutenu avec toutes les composantes de la Nation et de l'État. Le ministre des Armées a ainsi clairement rappelé, devant le 2^e Régiment étranger de génie (2^e REG) de Saint-Christol, que le réchauffement climatique et la dégradation des écosystèmes ne constituent pas seulement une problématique environnementale, mais « une problématique globale » impactant la résilience de nos sociétés. C'est pourquoi le ministère a élaboré une feuille de route pour construire « une défense durable ».

En première ligne quand il s'agit de porter secours aux populations victimes d'événements exceptionnels (l'ouragan *Irma* par exemple), nos armées sont aujourd'hui également portées par une ambition environnementale collectivement partagée. Travaillant à la prévention des risques, le ministère conduit ainsi des études d'anticipation, visant notamment à cartographier les possibilités d'emballage climatique. La maîtrise de l'énergie et de l'empreinte carbone

constitue un autre axe d'action notable. Dans le même esprit, le ministère anticipe les évolutions nécessaires à nos équipements de défense, prenant en compte la problématique des nouvelles énergies, et plus particulièrement des solutions de carburant alternatif actuellement à l'étude. Certes, la protection de nos concitoyens reste la première mission de l'armée, mais le verdissement des armées, conforme aux engagements globaux de la politique gouvernementale, est désormais en marche, toute la difficulté étant de trouver un juste équilibre entre nécessités opérationnelles et impératifs environnementaux.

Les décideurs publics, prenant conscience de l'enjeu climatique dans leur gestion des questions de sécurité, ont donc pleinement intégré dans leur agenda politique la nécessité de mieux comprendre l'interaction possible des risques et des menaces impliquées, d'agir et d'anticiper pour protéger au mieux les populations dans cette configuration incertaine. Dans cette perspective, les progrès de la recherche et le renouveau de la réflexion stratégique constituent de toute évidence l'indispensable point d'appui d'actions d'intérêt commun bien coordonnées.

De manière générale, compte tenu du caractère éminemment intersectoriel des enjeux, l'efficacité de notre préparation dépend de la capacité des différents acteurs concernés à travailler ensemble, qu'il s'agisse des ministères (défense et développement au premier chef), ou des parties prenantes appartenant aussi bien à la sphère publique que privée ou encore associative. Sur le plan international, la diplomatie climatique est désormais fortement mise à contribution pour construire des accords ambitieux, tout en faisant le lien avec l'agenda 2030. Ce défi majeur du XXI^e siècle, parce qu'il constitue un défi global, appelle ainsi, pour être surmonté, des collaborations et des coopérations nouvelles, venant contrarier la tentation du repli sur soi qui viendrait accentuer encore les risques de conflictualité. ♦